

la rēvo/ lution arabe

problēmes.
état-prēsent.
perspectives.

cahier rouge 3



cahier de la taupe



n°5



- partis et syndicats
- CFDT
- CGT
- un livre de Maire
- un livre de Seguy

- Transocéan

- les bandes armées du patronat

- Portugal



3 F

juillet 75

la collection des cahiers rouges présente les analyses récentes de la IV^e Internationale et de sa section française : la L.C.R.

Cette brochure, publiée en juin 75, est tirée à 3000 exemplaires.

NOTE DES REDACTEURS :

La première version de ce texte a été terminée vers février 1973. La version présente — terminée en mars 1974 — reprend le texte de la première version, avec quelques amendements mineurs, et inclut un nouveau chapitre (III) consacré à la guerre d'octobre 1973.

SOMMAIRE

- I. Révolution arabe
et révolution permanente
- II. La défaite arabe de juin 67
et ses conséquences
- III. La guerre d'octobre 73
et la phase finale de la
capitulation des régimes arabes
- IV. La construction de la direction
révolutionnaire arabe

Cahier Rouge Nouvelle Série N° 3

Juin 1975 - Supp. à Rouge n° 305

10, Impasse Guéménée
75004 PARIS

La révolution arabe a joué un rôle important dans les deux dernières vagues de la révolution coloniale : vers la fin des années 50, la révolution algérienne se plaçait à l'avant-garde des luttes pour l'indépendance nationale, et culminait quelques années plus tard dans un processus de radicalisation sociale qui s'approcha, pour un temps, du modèle cubain ; et à la fin des années 60, au sein de la nouvelle montée révolutionnaire mondiale, la résistance palestinienne s'affirmait comme tranchée avancée des luttes anti-impérialistes.

Mais à chaque fois, le progrès des luttes dans une région empêchait de voir la nécessité d'une stratégie globale : on avait tendance, face à l'Algérie ou la Palestine, à oublier le tout dont elles font partie. L'impérialisme et ses suppôts arabes avaient grand intérêt à encourager cette diversion ; le devoir des révolutionnaires était de la combattre. La IV^e Internationale n'a pas manqué à cette tâche ; elle a, dans chaque cas, replacé la lutte d'un secteur dans son véritable contexte : la révolution arabe globale.

La révolution arabe, au sens historique, dépasse de loin en importance chacune de ses composantes régionales. Elle est elle-même partie intégrante du mouvement révolutionnaire des peuples d'Orient. Hormis son importance intrinsèque — définie aussi bien par la centaine de millions d'êtres humains qu'elle concerne, que par le rôle de la région arabe comme réservoir énergétique et puits financier de l'occident impérialiste — la révolution arabe jouit d'un rayonnement considérable : pour des raisons principalement géographiques et culturelles (l'Islam), elle est en osmose avec de larges fractions des continents asiatique, africain et même européen (notamment par le biais des travailleurs immigrés). Cette importance de la révolution arabe est à la mesure des tâches qu'elle affronte, dont la plus considérable est sans doute l'abolition de la main-mise impérialiste sur la région arabe, la libération effective et complète de la nation arabe.

I. Révolution arabe et révolution permanente

1). Bien avant la découverte du pétrole, la région arabe était l'objet des convoitises impérialistes pour sa situation stratégique exceptionnelle de relais entre l'Occident d'une part, l'Orient et l'Afrique noire de l'autre, aussi bien que pour ses propres richesses. La seconde moitié du XIX^e siècle et le début du XX^e, virent la conquête progressive des territoires arabes de l'empire ottoman par les puissances coloniales européennes, France et Grande-Bretagne en tête. A partir de l'Algérie, la France étendit son empire au Maroc et à la Tunisie alors que l'impérialisme britannique renforçait son influence sur la vallée du Nil et s'installait dans le sud de la péninsule arabe assurant ainsi sa route des Indes. Les accords consécutifs à la première guerre mondiale répartirent le Machrek entre les deux puissances européennes sous la forme de mandats coloniaux. Le partage territorial colonialiste classique de la région arabe était ainsi achevé.

La deuxième guerre mondiale allait bouleverser les cartes : les colonies ou semi-colonies arabes prirent successivement leur indépendance dans un processus qui culmina avec la guerre de libération algérienne, laissant subsister quelques territoires sous protectorat britannique dans la péninsule arabe qui ont acquis leur indépendance depuis lors. Dans les pays arabes

comme ailleurs, une forme de domination impérialiste prenait fin, mais d'autres subsistaient ; certaines puissances impérialistes étaient ça et là évincées, une autre pénétrait en force — jouant parfois la carte de l'anticolonialisme : l'impérialisme américain, principal vainqueur de la deuxième guerre mondiale.

Aujourd'hui, trois formes de domination impérialiste se présentent dans la région arabe, outre la présence des capitaux impérialistes :

— domination « indirecte » par le biais de la dépendance économique : l'impérialisme a déformé la plupart des économies arabes en les centrant autour de l'exportation d'un produit unique, minier ou agricole (pétrole, coton, etc.) Ces économies se trouvent étroitement dépendantes du marché mondial capitaliste et sont, par conséquent, très sensibles à l'évolution des conditions mondiales de l'échange et aux fluctuations du système monétaire international. Elles sont, en outre, tributaires de la technologie des pays impérialistes, l'URSS s'étant avérée incapable de supplanter l'impérialisme en ce domaine. En fait, la principale marge de manoeuvre des économies arabes est constituée par la concurrence inter-impérialiste ; cette marge de manoeuvre s'est élargie, ces dernières années, conséquemment à l'exacerbation des contradictions inter-impérialistes.

— domination politico-militaire quasi-directe ; c'est le cas des monarchies et émirats fantômes de l'impérialisme, dont l'appareil militaire est étroitement contrôlé par ce dernier et qui ne tiennent que par son soutien (il s'agit surtout des régions pétrolières du Golfe arabo-iranien).

— domination de type colonial dans le cas de l'Etat sioniste d'Israël qui combine trois aspects différents : colonialisme de peuplement, le mouvement de l'immigration sioniste a mobilisé internationalement des centaines de milliers de juifs, fuyant pour la plupart la persécution anti-sémite et les a implantés en Palestine aux dépens de la population originaire arabe dont la majeure partie fut expulsée ; la création de l'Etat sioniste s'est ainsi, accompagnée de la création d'un prolétariat juif issu de l'immigration, contrairement au type classique de colonialisme fondé sur l'exploitation des masses autochtones (la minorité arabe restée en Israël subit une surexploitation économique et une oppression nationale institutionnalisée) ; enfin, l'Etat sioniste est de par sa nature même, les conditions de sa création, de son existence — directement dépendant de l'impérialisme et joue le rôle de bastion militaire au service de la stratégie contre-révolutionnaire de l'impérialisme US dans le Machrek arabe, principalement.

2). L'impérialisme occidental est à l'origine du morcellement de la région arabe. Historiquement, l'empire ottoman avait réuni sous une même coupe les territoires arabisés par la conquête islamique (Maroc et partie sud de la presqu'île arabe en moins). Cette réunification renforça les fondements objectifs de la formation d'une nation arabe : à la langue et la culture communes, s'ajoutait une histoire façonnée par le même occupant, donc la conscience d'un avenir commun. Il manquait la classe capable de représenter l'aspiration nationale — la base économique de la nation — en l'absence de son creuset par excellence : le marché national unifié.

Certaines expressions nationalistes se manifestèrent dès le début du XIX^e siècle, mais elles furent souvent plus provincialistes qu'arabes, correspondant au rejet de la domination ottomane par ceux qu'elle étouffait particulièrement : autorités tribales ou semi-féodales brimées, intellectuels et chrétiens.

Les impérialismes britanniques et français en se partageant la région arabe érigèrent autant de frontières entravant la formation de la conscience nationale arabe ; de plus, ils encouragèrent divers particularismes ethniques ou religieux selon la devise bien connue : « diviser pour régner ». Mais en même temps, aidant à la pénétration du capitalisme dans les pays arabes, sapant l'ancienne autarcie pré-capitaliste des régions agricoles, développant les villes et les moyens de communication et favorisant la croissance des couches urbaines, l'impérialisme établissait les fondements matériels de la nation arabe, celle-là même qu'il morcelait.

C'est depuis la deuxième guerre mondiale surtout, que la conscience nationale arabe se généralisa réellement aidée par trois facteurs : la montée de la révolution coloniale, l'éphémère décollage industriel arabe pendant la guerre mondiale dû à l'isolement et l'affaiblissement des colonialismes britanniques et français, et « last but not least » la guerre de Palestine en 1948 qui, en installant un état anti-arabe au Proche-orient, procurait le plus efficace des catalyseurs aux aspirations nationales arabes.

3). Aujourd'hui, la conscience d'appartenir à une même nation est fortement assimilée par les masses arabes, même dans les régions les plus arriérées socialement (péninsule arabe) ou celles où le colonialisme laissa les traces culturelles les plus profondes (colonies françaises du Maghreb). Cette conscience a souvent pénétré sous une forme directement politique ; propagée par des courants anti-impérialistes et propulsée par les agressions successives de l'Etat sioniste.

Le caractère artificiel des divisions étatiques actuelles de la région arabe est tout à fait flagrant. Ces Etats sont découpés à la mesure des intérêts impérialistes : ainsi, qu'est-ce que l'Irak sinon l'ensemble des concessions de l'Irak petroleum company ? (sûrement pas une entité nationale, l'Irak comprenant une partie du Kurdistan !). A quoi correspondent la configuration de l'Etat libanais, celle de l'Etat soudanais, etc., sinon aux dosages intercommunautaires établis par l'impérialisme ? Qui a dessiné les frontières actuelles des Etats du Maghreb arabe sinon le colonialisme français ? Qu'est-ce que l'Arabie « saoudite » sinon une immense concession de l'Aramco américaine ? Etc.

Le morcellement de la nation arabe est plus que jamais anachronique et contraire à l'évolution historique : il bloque le développement économique de la région arabe en empêchant la formation d'un marché national unifié et s'oppose aux aspirations conscientes de la majorité écrasante des arabes. L'unification nationale arabe est une nécessité historique et économique : elle est la condition indispensable d'une véritable industrialisation des contrées arabes. Son potentiel révolutionnaire dépasse celui des unités allemandes et italiennes du XIX^e siècle : elle doit affronter non seulement des particularismes locaux, mais surtout l'impérialisme mondial qui ne saurait accepter de gré la formation d'un Etat national arabe capable de voler de ses propres ailes. De plus, aucun des Etats arabes actuels ne saurait tenir tête seul à l'impérialisme mondial.

C'est en ce sens que l'unité nationale arabe est la tâche centrale de la révolution arabe. Mais ceci ne signifie d'aucune façon que le nationalisme doit être l'idéologie dominante de la révolution arabe : il faut établir une nette distinction entre les tâches nationales révolutionnaires et le nationalisme d'essence bourgeoise qui, en retardant la formation de la conscience de classe des masses laborieuses, est un obstacle sur la voie de la révolution.

4). Du fait même du découpage impérialiste de la région arabe, d'autres problèmes nationaux se sont greffés sur le problème national arabe : ceux des populations berbères non-arabisées, ceux des nationalistes intégrés artificiellement aux Etats arabes et celui de la population juive de l'Etat d'Israël.

L'unification de la nation arabe est envisagée par les marxistes-révolutionnaires d'un point de vue strictement internationaliste. Elle ne saurait être imposée contre la volonté d'un peuple ; ainsi, l'arabisation des minorités berbères du Maroc et d'Algérie doit être consentie par ces populations. Les révolutionnaires dénoncent toute arabisation forcée, ils défendent le droit des populations berbères à l'auto-détermination, mais les encouragent à s'intégrer à la région arabe avec le respect de leurs particularités culturelles.

Dans le cas des minorités nationales opprimées de Mauritanie, du Soudan du sud et des territoires kurdes en Irak et en Syrie, il est évident que le programme de la révolution arabe ne peut qu'affirmer leur droit imprescriptible à l'auto-détermination, y compris leur droit à la complète séparation étatique. Pour le peuple kurde, ce droit est une partie de son droit général à la réunification nationale dans un Etat uni du Kurdistan. Les marxistes révolutionnaires doivent contribuer à la création d'une direction prolétarienne de la révolution kurde, tout en soutenant inconditionnellement la lutte du peuple kurde pour son auto-détermination, contre ses oppresseurs bourgeois, arabes et autres.

Le cas israélien est tout autre : dans l'actuel Etat d'Israël la majorité oppressive juive a établi son oppression principalement par l'expulsion de la population autochtone arabe. En ce sens, la seule attitude révolutionnaire est la reconnaissance du droit complet et inconditionnel du peuple arabe palestinien à l'auto-détermination, c'est-à-dire son droit à réintégrer l'ensemble du territoire dont il a été expulsé et à vivre affranchi de toute oppression nationale. L'exercice de ce droit suppose la destruction de l'Etat sioniste fondé sur des bases racistes incompatibles avec une telle perspective. Ce n'est qu'après l'accomplissement de cette tâche historique nécessaire de la révolution arabe qu'il sera possible d'envisager concrètement et correctement la question des droits de la minorité nationale juive en Palestine. La liquidation des rapports sionistes — de type colonial — entre Juifs et Arabes pose aux révolutionnaires en Israël la tâche considérable de détacher les masses juives du sionisme, dont la réalisation peut seule garantir l'intégration harmonieuse de la minorité juive dans la région arabe ; les modalités de cette intégration dépendront précisément de l'ampleur et du rythme de la prise de conscience de classe — c'est-à-dire anti-sioniste — des travailleurs juifs. D'autre part, cette solution ne peut être envisagée en dehors d'un bouleversement révolutionnaire dans l'ensemble du Proche-Orient tout au moins, seul capable de fournir les forces nécessaires pour libérer la Palestine de l'emprise sioniste et impérialiste, c'est-à-dire que la destruction de l'Etat israélien ira de pair avec l'abolition d'autres Etats arabes, vers la création d'un Etat arabe unifié. Ainsi, l'aspect national de la révolution au Proche-Orient n'est pas uniquement défini par le cas du peuple palestinien, mais bien par le problème général de l'unité nationale arabe.

C'est dans ce cadre donc que se pose la question de l'actuelle population juive d'Israël qui deviendra minorité nationale une fois l'Etat sioniste aboli. A son égard, comme pour toute communauté nationale, le programme de la démocratie ouvrière, foncièrement hostile à tout chauvinisme, a été

clairement défini par Lénine : « Pas le moindre privilège pour la moindre nation, pour aucune langue. Pas la moindre vexation, pas la moindre injustice à l'égard d'une minorité nationale ». Ceci signifie la garantie des pleins droits civiques et culturels de la population juive, l'égalité complète entre juifs et arabes. De même, la démocratie ouvrière exige la reconnaissance du droit à l'auto-administration des travailleurs juifs dans leurs régions, dans le cadre du centralisme politique et économique nécessaire de l'Etat ouvrier. Tel est le programme ouvrier pour la solution du problème israélien.

La revendication du « droit à l'autodétermination de la nation israélienne » avancée dans les conditions actuelles de maintien de l'Etat sioniste, ne peut être, en dernière analyse, que réactionnaire ; ce n'est qu'après la destruction de l'Etat sioniste et après le rétablissement des Palestiniens dans leurs droits qu'il sera possible de reconnaître le droit à l'autodétermination de la minorité nationale juive en Palestine, y compris son droit à la séparation étatique sur une partie du territoire palestinien, à la condition expresse que l'exercice de ce droit ne porte préjudice à aucun peuple, c'est-à-dire avant tout, qu'il soit compatible avec l'auto-détermination du peuple arabe palestinien. La révolution arabe ne saurait, en outre, accepter la création d'un Etat animé par des visées expansionnistes ou armé par l'impérialisme. En tout cas, les marxistes révolutionnaires d'Israël se doivent d'éduquer le prolétariat juif dans la perspective de l'Etat unifié, seule correspondant à ses intérêts véritables de même qu'il est du devoir des révolutionnaires arabes de combattre les tendances chauvines parmi les travailleurs arabes.

5). La question agraire dans les pays arabes, comme dans la plupart des régions sous-développées, a une importance majeure, une part considérable de la population active de ces pays étant occupée dans l'agriculture.

Population agricole dont l'écrasante majorité est formée de paysans pauvres ou sans terre face à une infime minorité de grands propriétaires et de fermiers ; surpopulation agricole évidente qui se traduit par un chômage rural - saisonnier et permanent - très grave ; agriculture dont le taux de mécanisation est extrêmement bas, encore dominée par les techniques rudimentaires ; proportion majeure de terres cultivables non cultivées, souvent en raison de l'absence d'aménagement technique adéquat (irrigation) ; tels sont les aspects fondamentaux de la question agraire dans les pays arabes, d'ailleurs partagés par nombre de pays arriérés.

La solution de ces problèmes est étroitement liée aux autres aspects du bouleversement économique et social nécessaire dans la région arabe ; elle réside dans l'industrialisation générale (y compris la mécanisation de l'agriculture) des pays arabes et la création d'un marché national unifié ; elle exige une politique d'investissement et de financement planifiée au niveau de la nation. La révolution agraire dans les pays arabes sans unification nationale et sans souveraineté économique ne peut, en aucune façon, résoudre le problème du sous-développement de la région, comme le soulignait Trotsky à propos du cas similaire chinois.

D'autre part, les multiples réformes agraires déjà tentées dans certains pays arabes - comme ailleurs - ont montré de façon irréfutable qu'une distribution des terres dans le cadre d'une économie de marché, et par des méthodes bureaucratiques, accélérerait à long terme, la différenciation sociale dans les campagnes, plutôt que de la réduire, en favorisant l'essor des « koulaks ». De plus, les tentatives de « socialisation » de l'agriculture imposée bureaucratiquement aux paysans ont toutes connu un échec lamentable.

table (auquel les dirigeants pseudo-progressistes arabes se réfèrent hypocritement pour justifier l'état de leurs campagnes). Les rares expériences réussies de réforme agraire dans les pays arabes (Algérie des premières années de l'indépendance, Yémen du Sud) se sont appuyées sur une mobilisation des masses paysannes au sein d'un processus révolutionnaire général dépassant le cadre bourgeois.

6). Si les arguments théoriques ne suffisaient pas, l'expérience historique a été déjà montrée qu'aucune des tâches essentielles de la révolution arabe ne peut être résolue dans le cadre de l'état bourgeois ; c'est pour cette raison précisément qu'elles ne l'ont pas été jusqu'aujourd'hui. Pour la région arabe, comme pour l'ensemble des pays arriérés, la seule alternative reste ; révolution socialiste ou caricature de révolution ! Il n'y a pas d'autre voie pour briser le sous-développement des pays arabes que la dictature du prolétariat s'appuyant sur la paysannerie pauvre.

Seule la dictature du prolétariat peut réaliser la mobilisation populaire nécessaire pour affronter l'impérialisme mondial, l'exproprier de ses possessions arabes et casser les chaînes qui lient l'économie des pays arabes au marché capitaliste mondial ; elle seule peut briser les frontières régionales érigées par l'impérialisme et qui ont couvé des bourgeoisies locales aux intérêts concurrentiels, elle seule peut réaliser l'unité de la nation arabe ; seule la dictature du prolétariat peut centraliser les ressources de la nation arabe en nationalisant sans indemnisation les grandes propriétés agricoles ou minières, et la grande industrie ; elle seule peut unifier le marché arabe en nationalisant tout le commerce extérieur et en centralisant la distribution inter-arabe ; elle seule peut promouvoir une réforme agraire radicale - à base coopérative - en s'appuyant sur la mobilisation des masses paysannes pauvres (dont une large part est d'ailleurs prolétarienne) ; par l'accumulation socialiste primitive, seule la dictature du prolétariat peut industrialiser la région arabe, qui ne manque pas de ressources matérielles pour un tel but ; elle seule peut, par son programme internationaliste, gagner à sa cause les minorités nationales des pays arabes ainsi que le prolétariat juif d'Israël ; elle seule peut réaliser la révolution culturelle impérieusement nécessaire dans les pays arabes et condition indispensable d'une libération effective des femmes arabes ; etc...

La révolution arabe sera socialiste ou ne sera pas ; elle triomphera sur l'étendue de la région arabe en unifiant les grands ensembles géographiques de la nation arabe (Maghreb, Machrek, vallée du Nil) dans le cadre d'une République socialiste fédérative arabe.

La révolution socialiste arabe se développera nécessairement sur les arènes asiatiques, et africaines, qui lui sont adjacentes, et en étroite solidarité avec le mouvement internationaliste révolutionnaire des ouvriers de l'Occident impérialiste.

Elle illustre de façon éclatante la théorie de la révolution permanente élaborée par Léon Trotsky et inspiratrice des programmes de l'Internationale Communiste du temps de Lénine, et de la IV^{ème} Internationale.

II. La défaite arabe de juin 67 et ses conséquences

7). Sur la trame de conditions socio-économiques (objectives) depuis longtemps pourries des événements de nature politique sont venus à plusieurs reprises ébranler les régimes établis dans la région arabe. Parmi ces événements, les plus importants sont les guerres israélo-arabes : implanté en Palestine pour défendre les intérêts impérialistes au Proche-Orient, l'Etat d'Israël a contribué objectivement, plus efficacement que des années d'agitation, à développer la conscience nationale anti-impérialiste des peuples arabes, renforçant par là-même la menace pesant sur les intérêts-mêmes que cet état a pour tâche de défendre.

Vingt ans avant la guerre de Juin 1967, celle de 1948 - consécutive à la création officielle de l'Etat sioniste - allait provoquer un changement de la carte politique arabe : à la crise économique et sociale des régimes arabes s'ajoutait alors la défaite de leurs armées face au nouvel état, contribuant à déconsidérer les gouvernements en place et créant des conditions favorables à leur renversement. Une situation pré-révolutionnaire allait s'installer dans la région arabe et particulièrement en Egypte, pays où la crise sociale était la plus aigue et principal vaincu de la guerre de 1948.

La monarchie pourrie de Farouk devint irrémédiablement agonisante ; il manquait la force sociale capable de la supplanter. La bourgeoisie égyptienne, compradore pour sa plus grande part et nullement incommodée par la monarchie, était plus effrayée qu'intéressée par un éventuel renversement de Farouk ; d'autre part, la bourgeoisie industrielle dite nationale était trop faible pour diriger un renversement populaire de la monarchie d'autant plus que les manifestations de rue à l'époque tendaient à évoluer dans un sens anti-bourgeois. Le prolétariat, enfin, outre sa faiblesse numérique (facteur influant mais non déterminant), manquait de direction révolutionnaire ; les staliniens eux-mêmes étaient faibles, désorganisés et discrédités par leur attitude ultra-sectaire vis à vis de la question palestinienne.

Cette situation typique - crise pré-révolutionnaire en l'absence d'une direction révolutionnaire - allait produire une réponse non moins typique : le coup d'état bonapartiste.

Cette réponse était, en outre, favorisée par le caractère spécifique de l'armée commun à plusieurs pays sous-développés : composante la plus forte d'un appareil d'état hypertrophié - en raison précisément de l'atrophie des structures économiques et de la bourgeoisie dominante - l'armée dans ces pays, au lendemain de leur indépendance, a constitué le levier principal du pouvoir. Elle a groupé en son sein l'essentiel des tendances nationalistes bourgeoises et petites-bourgeoises qui y trouvaient un cadre organisé et particulièrement propice à cause de sa composition sociale et aussi de l'idéologie qui préside à sa constitution. Le gouvernement militaire des « officiers libres » est bonapartiste par excellence.

Le bonapartisme nassérien repose sur l'équilibre de force entre les masses laborieuses, prolétariennes et petites-bourgeoises, d'une part, et certaines fractions de la bourgeoisie, de l'autre. Bonapartisme bourgeois, il représenté les intérêts historiques généraux de la bourgeoisie nationale, combat les ennemis de cette dernière - colonialisme, impérialisme, bourgeoisie compradore, grands propriétaires fonciers ainsi que les mouvement ouvrier

dont surtout les communistes - et essaye de s'acquitter de ses tâches historiques, notamment celle de l'industrialisation. La lutte du pouvoir nassérien pour l'unité arabe correspond fondamentalement aux intérêts qu'elle trouve dans la bourgeoisie nationale dans l'élargissement de son marché. Le culte voué par les masses, petites-bourgeoises - petite-bourgeoisie urbaine, paysannerie parcellaire - au leader (Nasser, en l'occurrence) s'intègre parfaitement dans le cadre bonapartiste, il en est même caractéristique.

La spécificité du bonapartisme nassérien - ce qui le distingue du bonapartisme classique d'une bourgeoisie montante - est liée aux conséquences de la domination impérialiste sur le pays qu'il régit : l'extrême faiblesse de la bourgeoisie nationale, étouffée au berceau par le marché impérialiste, fait que sa participation réelle à l'entreprise qui représente ses intérêts historiques ne peut être que fort réduite. Le bonapartisme nassérien doit donc trouver ailleurs sa voie économique : il se trouve obligé pour promouvoir l'industrialisation du pays, à remplacer économiquement - et non seulement politiquement comme pour le bonapartisme classique - la classe qu'il représente. Le secteur public est pour ces raisons l'instrument économique privilégié du pouvoir nassérien ; ce secteur n'en n'est pas moins régi par des rapports de production capitalistes :

il s'agit d'un capitalisme d'état bourgeois et non d'une « voie de développement non-capitaliste » comme l'affirme le révisionnisme néostalinien.

En outre, cette autonomie économique du bonapartisme nassérien fait qu'il est plus influençable par le rapport des forces sociales que le bonapartisme bourgeois classique : sous une forte pression des masses, il peut entreprendre certaines mesures à caractère radical, parfois absolument contraires aux intérêts bourgeois comme ce fut le cas en 1961 et 1963. Ces mesures ne sont, bien entendu, que limitées et surtout provisoires.

L'expérience nassérienne proprement dite est allée loin dans sa tentative de construction d'une Egypte bourgeoise avancée et d'unification du marché arabe ; elle a néanmoins échoué, confirmant de manière irréfutable la théorie de la révolution permanente. Le phénomène nassérien s'est reproduit dans plusieurs pays arabes (Irak, Syrie, Yémen et, dans une certaine mesure, l'Algérie). Il a fortement marqué de son sceau la région arabe et le monde colonial tout entier pendant plus d'une décennie. La guerre de juin 1967 allait mettre en lumière ses limites et porter un coup décisif à son expression originale égyptienne.

8). L'agression israélienne de juin 1967 s'inscrit dans la contre-offensive déclenchée par l'impérialisme américain au cours des années 60. Elle visait à juguler la dynamique anti-impérialiste croissante qui se manifestait au Proche-Orient et que représentaient, d'une part le réveil à la lutte du peuple palestinien, l'apparition de noyaux armés en son sein et la recrudescence des activités militaires de ces noyaux contre l'Etat sioniste, et d'autre part, la radicalisation du régime syrien établi par le coup d'état de 1966 et dont l'aile petite-bourgeoise de gauche imposait sa politique radicale à l'appareil d'état toujours bourgeois.

La guerre de Juin 67 s'est soldée par une victoire militaire écrasante de l'axe impérialiste-sioniste : en ce sens, la contre-offensive impérialiste était couronnée de succès. Mais ce succès fut compromis par la réaction que suscita cette même victoire impérialiste et qui ne pouvait être nullement prévue par les vainqueurs. Galvanisée par la défaite subie et l'affront national qu'elle

signifiait, les masses populaires se mouvèrent dans la mobilisation politique la plus intense de leur histoire contemporaine. Cette montée du mouvement anti-impérialiste des masses arabes rejoignit la poussée révolutionnaire mondiale et contre-balança puissamment la victoire impérialiste. Elle permit le maintien au pouvoir des régimes syrien et égyptien durement touchés par leur défaite.

Nasser fut sauvé par les manifestations monstres des 9 et 10 juin 67 qui révélèrent le nouvel équilibre établi entre la pression impérialiste et celle des masses laborieuses : Nasser restait au pouvoir, mais le nassérisme - touché à mort par la victoire israélienne - agonisait à son tour comme jadis son prédécesseur royal. Les limites de l'anti-impérialisme nassérien, déjà évidentes sur le plan économique, éclataient au grand jour dans les domaines politique et militaire. Incapable de rivaliser technologiquement avec l'Etat sioniste armé par l'impérialisme et doté d'une qualification humaine bien plus avancée car importée directement des pays industrialisés, le pouvoir nassérien ne pouvait pas non plus promouvoir l'armement et la mobilisation populaires exigés pour vaincre Israël, et qui aurait sapé les fondements de son règne bonapartiste.

Le nassérisme a atteint, en juin 67, ses dernières limites : la politique menée par Nasser après juin fut marquée par sa capitulation - la collaboration de son régime avec ses ennemis d'hier, les suppôts de l'impérialisme dans la région dont, principalement, l'Arabie « saoudite » ; cette collaboration était la condition nécessaire pour obtenir le soutien financier de ces derniers.

Depuis juin 1967, le nassérisme est devenu quasiment impossible dans la région arabe, tout anti-impérialisme effectif exigeant une dynamique révolutionnaire incompatible avec un pouvoir d'état bonapartiste bourgeois. Les coups d'état soudanais et libyens ne sont, par rapport au nassérisme, tel qu'il fut avant 67, que des caricatures droitières. L'éphémère Fédération des Républiques arabes fondée en 1971 n'avait de commun avec l'ancienne République arabe unie que la fonction répressive réactionnaire ; elle n'avait rien du contenu unioniste et anti-impérialiste de la tentative nassérienne d'unification arabe.

Avec l'agonie du nassérisme, une période de la révolution arabe prenait fin ; une autre commençait à se dessiner.

9). Le principal aspect de la montée du mouvement des masses arabes après juin 67 fut l'extension extraordinairement rapide des organisations armées du peuple palestinien désignées sous le nom commun de « Résistance palestinienne ».

Après 20 ans de léthargie pendant lesquels il était bercé par les promesses des gouvernements arabes, le peuple palestinien - plus précisément, sa fraction la plus éprouvée : les masses de réfugiés palestiniens parqués dans des « camps » - était violemment réveillé, secoué par la défaite arabe et le nouvel exode palestinien qui en résulta. Le développement de la Résistance palestinienne exprima avant tout le désir du peuple palestinien de prendre en main la lutte pour la libération de la Palestine, sa patrie. Mais la spontanéité de cette réaction en impliqua aussi les limites.

Groupement humain non-producteur en grande partie et surtout non-propriétaire, dépourvu même de territoire, les réfugiés palestiniens forment un milieu social singulièrement réceptif à toute tendance maximaliste, dans la mesure où, n'ayant strictement rien à perdre, ils ont par contre une patrie à

gagner. Ce fait contribue à expliquer l'immense popularité de la Résistance palestinienne en dépit du caractère nettement maximaliste de ses slogans et de la conception qu'elle avait de la libération de la Palestine.

En effet, la Résistance palestinienne, ou du moins sa majeure partie, n'avance comme perspective que la « guerre populaire de libération » - but stratégique qui sans contenu social précis et sans objectifs transitoires politiques, organisationnels et militaires, est totalement irréaliste. Il est évidemment illusoire de croire que la Résistance palestinienne, bien qu'incontestablement populaire, soit en mesure de venir à bout de l'armée sioniste - populaire elle aussi, mais sur une base réactionnaire, et infiniment mieux équipée. Un tel but exige pour être atteint, non seulement la participation des révolutionnaires juifs seuls capables de saper les fondements idéologiques de la cohésion qui caractérise la population de l'état sioniste et dont il tire sa force, mais aussi, et surtout, la participation des autres peuples arabes dans une guerre révolutionnaire globale contre l'impérialisme et son bastion sioniste, qui est l'unique voie réaliste vers la victoire.

La Résistance palestinienne ne sut avancer aucun programme capable d'assurer cette double participation des masses arabes et juives à sa lutte : son maximalisme est intrinsèquement lié à son provincialismepalestino-centrisme. Il y a là un reflet de l'expérience historique du peuple palestinien au sein duquel les tendances particularistes sont favorisées par la singularité du sort qu'il a connu et sa désillusion à l'égard des régimes arabes.

Mais quelque soit l'importance des facteurs objectifs sous-tendant l'orientation maximaliste-provincialiste de la Résistance palestinienne, cette orientation n'est pas inéluctable mais seulement tendancielle. Une avant-garde prolétarienne marxiste-révolutionnaire aurait su combattre les fausses illusions existant parmi les masses palestiniennes et leur expliquer que la libération de la Palestine passe nécessairement par le renversement révolutionnaire des régimes arabes établis, impossible sans une direction prolétarienne à l'échelle arabe, comprenant les révolutionnaires luttant en Israël même. Evitant les écueils et les déceptions, une telle avant-garde aurait su intégrer sa lutte militaire contre l'état sioniste dans une stratégie révolutionnaire globale, faisant de son activité militaire une contribution - extrêmement précieuse par ailleurs - à la construction du parti révolutionnaire pour l'ensemble de la région, sans la présenter faussement comme une « guerre populaire de libération ». Or une telle avant-garde était historiquement absente.

Les directions de la Résistance palestinienne ne pouvaient être issues du mouvement ouvrier représenté par les staliniens, ces derniers ayant reconnu - à la suite de l'URSS - le droit à l'existence de l'état sioniste. Elles sont toutes issues de la mouvance nationaliste-petite-bourgeoise dominante dans la région arabe ; elles sont, mis à part les prolongements directs de partis arabes au pouvoir, autant d'équipes patriotiques petites-bourgeoises plus ou moins radicalisées, dont les plus avancées se rapprochèrent du programme marxiste-révolutionnaire sans jamais en tirer les conséquences pratiques politico-militaires et organisationnelles. La plus influente des directions palestiniennes, celle de Fateh, est aussi la plus droitière : elle justifia, par son provincialisme droitier prononcé, sa dépendance matérielle à l'égard des régimes arabes dont même et surtout les plus réactionnaires, suppôts déclarés de l'impérialisme américain qui est le souteneur attitré d'Israël. Au nom de la « contradiction principale » avec Israël, la direction du Fateh justifia

sa collaboration avec les réactionnaires palestiniens et jordaniens, co-responsables de la création du même Etat d'Israël ; Au nom de l'identité particulière du peuple palestinien, elle l'isola des autres peuples arabes avec lesquels il est en contact, lui interdisant la participation aux luttes sociales de ces peuples. Noyée dans les subventions fabuleuses qu'elle reçut, la direction du Fateh développa un appareil bureaucratique presque aussi important qu'un appareil d'état bourgeois ordinaire. Son organisation militaire est salariée, ce qui est en contradiction flagrante avec les principes de création d'une armée populaire révolutionnaire.

Mais en dépit de tout cela, Fateh - fraction majeure de la Résistance palestinienne - mena une lutte dont le caractère objectivement anti-impérialiste est indéniable ; elle incarna les justes aspirations patriotiques du peuple palestinien et fournit un paravent aux tendances révolutionnaires qui apparurent au Proche-Orient après juin 67. Ce paradoxe s'explique par la position ambiguë de la direction de Fateh, tributaire de l'équilibre entre ses relations avec les régimes arabes et le mouvement de masse qu'elle dirige et qui, par sa pression dans le sens de la radicalisation, lui accorde une certaine marge d'autonomie.

10). L'écrasement de la résistance palestinienne - dont l'étape principale fut la campagne d'extermination menée par le pouvoir hachémite jordanien en septembre 70 - découle en ligne directe de la politique suivie par la direction de la Résistance et surtout Fateh.

En effet, la direction de Fateh contribua plus que quiconque à tromper les masses palestiniennes sur les véritables intentions du pouvoir hachémite ; elle propagea la mystification de « l'unité des rangs face à l'ennemi national » au lieu d'organiser la défiance des masses vis à vis de Hussein.

Refusant toute tentative de résoudre à son profit la dualité du pouvoir qui exista près de deux ans en Jordanie, et constamment sur la défensive, elle laissa l'avantage de l'initiative au pouvoir réactionnaire et fit planer, après chaque campagne de liquidation menée par ce dernier, l'illusion de la réconciliation définitive. De plus elle accorda concession sur concession au pouvoir jordanien - allant jusqu'à désarmer les masses - comme prix d'accords jamais pris en considération par le pouvoir. Mais outre cette attitude mystificatrice, la direction de Fateh s'interdit la seule véritable garantie face au pouvoir hachémite : l'appui des masses jordaniennes et des soldats de l'armée de Hussein. Au nom de « l'identité palestinienne » et de la « non-ingérence dans les affaires intérieures des pays arabes », elle ne présenta aucun programme susceptible de lui assurer cet appui, allant même jusqu'à s'opposer parfois aux luttes des travailleurs.

La gauche palestinienne, bien qu'évitant l'illusion de « l'unité patriotique » avec le pouvoir hachémite, ne se distingua guère de Fateh en pratique. Elle ne sut pas non plus s'implanter parmi les masses laborieuses de Jordanie, ni s'approprier à faire face à la campagne d'extermination inéluctable. Elle ne sut pas lancer de programme de transition susceptible de mobiliser les masses jordaniennes, brandissant des slogans tantôt provincialistes sans contenu de classe (« tout le pouvoir à la résistance palestinienne »), tantôt ultra-gauches, ne correspondant à rien de concret (« tout le pouvoir aux conseils populaires »). Elle n'organisa pas d'opposition effective à la capitulation de la direction de Fateh et finit par ne plus ne distinguer politiquement de cette

dernière sous prétexte d'unité des rangs. La gauche palestinienne se caractérisa par une orientation maximaliste provincialiste similaire à celle de l'ensemble de la Résistance. Elle ne comprit pas surtout la nécessité impérieuse d'un parti révolutionnaire de classe, dirigeants l'organisation militaire et seul capable de réaliser l'implantation au sein des classes productrices sur une base non palestino-centriste. En outre, elle s'est liée aux régimes arabes pseudo-progressistes, leur fournissant une couverture de gauche et trahissant ainsi les intérêts de la lutte révolutionnaire contre ces régimes.

La même politique des directions de la Résistance palestinienne explique le succès relativement aisé des efforts conjugués de l'armée israélienne et du pouvoir libanais visant à isoler la Résistance par rapport à la population libanaise et à geler ses activités militaires à partir du territoire libanais. En Syrie, la Résistance ne s'imposa jamais comme contre-pouvoir, payant le soutien qu'elle recevait du régime par une obéissance totale ; aujourd'hui, cette obéissance signifie l'immobilisation des troupes palestiniennes, pratiquement placées sous la direction de l'armée syrienne.

La chute vertigineuse de la Résistance palestinienne fut à l'image de son ascension ; porteuse d'illusions nombreuses, sa défaite constitua un choc terrible, plus amère encore que juin 1967. Mais les leçons de cette défaite ne peuvent être perdues : le lien intrinsèque entre luttes nationales et luttes sociales est aujourd'hui plus que jamais évident. Il est devenu très clair que la libération de la Palestine ne peut être atteinte comme but isolé, mais seulement comme part de la révolution socialiste arabe, sous la ferme direction d'un parti prolétarien révolutionnaire pour toute la région. La nouvelle avant-garde palestinienne et arabe devra assimiler cette vérité.

11). L'écrasement de la Résistance palestinienne en Septembre 1970 vint, trois ans après juin 1967, compléter la victoire impérialiste ; en liquidant le mouvement armé du peuple palestinien sur son terrain principal, le pouvoir hachémite - instrument docile de l'impérialisme - détruisait l'équilibre établi après 1967 entre la victoire israélienne et la montée du mouvement des masses arabes dont la Résistance palestinienne était l'expression la plus importante. Le champ devenait libre devant la réorganisation de la région arabe de façon conforme aux intérêts impérialistes et bourgeois, c'est-à-dire avant tout la jugulation des régimes arabes anti-impérialistes. Cette tâche fut facilitée également par la mort simultanée de Nasser auquel son prestige bonapartiste conférait la possibilité de résister, dans une certaine mesure, à la pression impérialiste.

Un mois après les massacres de Jordanie, l'équipe petite-bourgeoise radicale gouvernante en Syrie était renversée par un coup d'état militaire organisé par l'aile droite du pouvoir représentant l'appareil d'état bourgeois. Le nouveau pouvoir allait tendre sa main, sur le plan intérieur, à la bourgeoisie syrienne et, sur le plan extérieur, aux gouvernements arabes liés à l'impérialisme.

En 1971, le régime de Sadate en Egypte liquida la bureaucratie nassérienne - appareil politique et militaire hérité du passé nassérien - et entreprit de démanteler progressivement les mesures de nationalisation touchant les intérêts de la bourgeoisie égyptienne, et d'abolir les obstacles au développement du capital privé, local et impérialiste, en Egypte, entreprise qui n'est autre que la liquidation des aspects économiques spécifiques du régime nassérien. En fait, l'expérience nassérienne, comme tout pouvoir

bonapartiste, ne pouvait être que transitoire ; elle produisit ses deux fossoyeurs possibles : une nouvelle bourgeoisie composée des restes de l'ancienne (dont les biens avaient été indemnisés ou laissés intacts), et d'une fraction de la bureaucratie au pouvoir, ayant capitalisé les fonds qu'elle avait accumulés en profitant de l'appareil d'état ; et un prolétariat nombreux et concentré, mais marqué par son manque d'expérience autonome de lutte, et sans direction syndicale ou politique représentative. Une fois l'équilibre bonapartiste rompu, et après la mort du Bonaparte la plus organisée des deux forces citées, la nouvelle bourgeoisie, put se débarrasser de la bureaucratie nassérienne, excroissance parasitaire qui gênait son développement. Le régime de Sadate fut l'instrument de cette restauration bourgeoise.

En 1971 également, la dictature soudanaise, mettant fin à sa brève parodie du nassérisme, put liquider le Parti Communiste soudanais - principal organisateur du mouvement ouvrier au Soudan - et entamer une collaboration ouverte avec l'impérialisme occidental.

Finalement, l'impérialisme s'acharna à juguler l'expérience révolutionnaire en cours au Sud-Yémen. Exerçant sa pression militaire par le biais de l'Arabie « saoudite » et du nord-Yémen un accord d'union avec le nord qui menace, s'il venait à être appliqué, de liquider le contenu anti-impérialiste et anti-capitaliste du régime établi au Sud après l'éviction de la fraction droite du Front National de libération, en 1969.

Ainsi, devenait-il possible pour l'impérialisme américain de cueillir les fruits de sa victoire de 1967 avec quelques années de retard. Il lui restait, par l'application de la « solution pacifique » du conflit israëlo-arabe, à consacrer définitivement cette victoire en liquidant le contentieux révolutionnaire de la question palestinienne.

12). Mais en dépit de l'écrasement de la Résistance palestinienne en Jordanie, de la victoire de la réaction bourgeoise dans certains états arabes et de l'accentuation de la pression impérialiste sur toute la région arabe, les luttes nationales et sociales des masses arabes n'ont pas cessé de se développer ; elles ont franchi, au contraire, un pas qualitatif considérable avec l'apparition en Egypte - pour la première fois depuis des années - d'un mouvement de contestation de longue haleine.

La clé de ce paradoxe apparent réside dans le fait que l'achèvement de l'offensive impérialiste n'a en rien altéré les causes profondes de l'agitation politique dans la région arabe. Non seulement la crise socio-économique fondamentale des pays arabes n'a point été résolue, mais elle a même été aggravée par les conséquences de juin 1967 dans les pays belligérants (poids du budget militaire, fermeture du canal de Suez, etc...). A cette crise s'est ajoutée la tension politique extrême qui résultait de la défaite des états arabes et qui s'exacerbait au fil des jours ; des masses de plus en plus larges dans les pays arabes étaient désabusées et convaincues de la trahison nationale de leurs gouvernements.

La vague réactionnaire déclenchée en 70 dans la région arabe n'a pu abattre que certaines directions : elle a renversé les deux régimes principaux liés au courant nationaliste arabe (bourgeois et petit-bourgeois), écrasé la Résistance palestinienne aux directions issues du même courant, et liquidé la direction stalinienne du mouvement ouvrier au Soudan, la plus forte des directions staliniennes arabes. Mais autant il est vrai que le nassérisme ne se relèvera pas, que la direction petite-bourgeoise de la Résistance pales-

tinienne s'est irrémédiablement compromise et que le mouvement stalinien arabe a abondamment démontré sa faillite, autant il est clair que la radicalisation du mouvement des masses arabes était d'ores et déjà entrée dans une nouvelle phase. C'est en Egypte, encore une fois, que la nouvelle radicalisation se manifesterait avec le plus de vigueur, aussi bien par la mutinerie très significative des ouvriers du complexe sidérurgique de Hérouane, que par le mouvement remarquable des étudiants égyptiens.

Cette nouvelle phase de la radicalisation des masses arabes s'annonçait ainsi plus profonde et plus dangereuse pour les pouvoirs établis, comme si la vague de l'après-juin n'avait fait que précéder la lame de fond qui se formait. L'aggravation de la crise socio-économique des pays arabes, accentuée par celle du système capitaliste mondial, risquait de mettre en mouvement le gros des troupes du prolétariat et des masses rurales pauvres, resté jusqu'ici dans l'expectative. Les classes dirigeantes arabes, conscientes du danger, chercheront à le juguler.

III. La guerre d'octobre 73 et la phase finale de la capitulation des régimes arabes

13 ● C'est précisément pour enrayer la deuxième vague de montée des luttes qui commençait à se dessiner dans les pays arabes, après 1970, que la guerre d'octobre 1973 a été entreprise : il s'agissait pour les régimes arabes d'en finir avec une situation de « ni guerre, ni paix » dont le poids se faisait de plus en plus lourd et qui accélérerait leur pourriture politique. Or, il était apparent qu'une tentative de supprimer la tension politique dans la région par l'application directe, sans transition, de la « solution pacifique » (appellation courante de la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU adoptée le 22 novembre 1967) risquait de produire l'effet contraire : un mouvement généralisé d'opposition à un règlement qui, depuis 1967, représentait aux yeux des masses les plus larges un diktat sioniste-impérialiste, et ce d'autant plus que le pouvoir israélien avançait une interprétation excessivement arrogante de la résolution de l'ONU. Toute perspective de « guerre de libération » effective étant exclue, par ailleurs, du fait de la nature même des régimes arabes, la « solution pacifique » se trouvait dans une impasse.

La guerre d'octobre est venue résoudre le dilemme : guerre, elle visait la paix ; acte militaire, elle ouvrait la voie à une activité diplomatique intense en vue du règlement du conflit arabo-israélien. Le but principal et fondamental de la guerre d'octobre était de promouvoir l'application de la « solution pacifique » en créant un prétexte pour une intervention plus énergique des grandes puissances - de l'impérialisme US, principalement - dans les manœuvres diplomatiques visant à liquider les séquelles de juin 1967 et, au-delà, le contentieux palestinien.

Les objectifs militaires de la guerre d'octobre étaient, à l'origine, fort limités : il ne s'agissait (même) pas pour l'Egypte et la Syrie de libérer l'ensemble de leurs territoires occupés en 1967 ; en fait, l'offensive égyptienne devait se restreindre à un champ d'action dont les limites passaient au sein même du Sinaï. Il s'agissait encore moins pour les deux régimes de « libérer la Palestine, c'est-à-dire de s'attaquer aux territoires contrôlés par l'état sioniste depuis 1948 ; aucun bombardement d'importance significative n'a été entrepris derrière les frontières israéliennes de 1948 par les armées des deux états arabes. Militairement, il s'agissait uniquement pour les régimes arabes de tenter une modification en leur faveur du rapport de forces entre leurs armées et l'armée sioniste, modification dont l'intérêt premier était, à leurs yeux, d'améliorer leur position dans le marchandage sur les conditions du règlement pacifique. Cette tentative s'est soldée par une demi-défaite : sur le front syrien, c'est l'armée israélienne qui a progressé ; sur le front égyptien, la percée israélienne à l'ouest du canal de Suez a contrebalancé la traversée du canal par les troupes égyptiennes. Mais en dépit de cette réalité, le régime de Sadate a réussi à monter une vaste opération de propagande sur la base de ses succès des premiers jours de la guerre, une vaste campagne de mystification présentant le président égyptien comme un Saladin des temps modernes et la guerre d'octobre comme une nouvelle bataille de Hattin. Ce faisant, le régime égyptien restaurait une façade patriotique largement

ébréchée depuis 1967, mais devenue d'autant plus nécessaire que ce même régime envisageait de s'asseoir à la table des négociations face au gouvernement sioniste.

Ainsi, par tous ses aspects et à travers la variété de ses objectifs, la guerre d'octobre était fondamentalement un moyen de mettre l'exécution de la « solution pacifique » à l'ordre du jour ; en ce sens, loin d'être une « guerre de libération », la guerre d'octobre était en fait une guerre de capitulation ! Les marxistes-révolutionnaires, tout en soutenant les armées arabes contre l'armée d'occupation sioniste, ont dénoncé la stratégie politique capitulaire dans laquelle s'insérait la guerre d'octobre et qui lui imposait des limites préétablies. La guerre d'octobre - malgré ce que peuvent en penser les impressionnistes du nationalisme petit-bourgeois - ne fait que confirmer, une fois de plus, l'impotence et la capitulation des régimes arabes face au sionisme.

14 En tant que relance du règlement pacifique, la guerre d'octobre n'était pas une aventure inconsidérée ; elle faisait partie d'un plan d'ensemble longuement réfléchi et incluant d'autres moyens de pression dont le plus retentissant va être la fameuse « guerre du pétrole ».

Conscient du fait que l'URSS à elle seule ne pouvait en aucune façon débloquer l'impasse politique régnant au Proche-orient, et désireux dévier de se compromettre gravement aux yeux des masses en tendant la main aux USA, le gouvernement de Sadate avait, pendant un certain temps, essayé de s'appuyer sur les impérialismes d'Europe occidentale ; il avait, dans ce but, multiplié ses contacts avec les gouvernements de France, de Grande-Bretagne et d'Allemagne fédérale. Mais très vite, le pouvoir égyptien dut se rendre à l'évidence : quelles que soient les perspectives économiques qu'offrait l'Europe capitaliste, cette dernière restait bien plus faible que l'impérialisme américain et, d'abord, beaucoup moins capable d'exercer une influence sur l'état sioniste (ainsi, les déclarations et résolutions politiques européennes favorables aux thèses arabes, à propos du conflit du Proche-orient, n'avaient aucune efficacité réelle). Or, la tâche prioritaire que s'assignait le gouvernement Sadate était précisément la suppression de la tension politique dans la région, préalable indispensable à tout plan de développement économique capitaliste. Il ne lui restait donc plus qu'à se tourner du côté de l'impérialisme US, répondant ainsi aux souhaits d'une fraction importante de la bourgeoisie égyptienne et, surtout, à ceux du plus grand détenteur arabe de capitaux : le pouvoir saoudite.

Le rôle de l'Arabie « Saoudite » va s'imposer en 1973, en tant que médiatrice privilégiée entre les régimes bourgeois arabes et Washington. Cette médiation va être à l'origine d'une double évolution, de deux trajectoires convergentes : celle de l'Egypte vers la collaboration multiforme avec l'impérialisme US, mais aussi celle de ce dernier vers l'abandon du soutien quasi-inconditionnel à l'attitude extrémiste du pouvoir sioniste et l'adoption d'une politique plus conforme aux besoins des régimes arabes.

L'ouverture de l'Egypte à l'impérialisme américain va se manifester dans tous les domaines : économiquement, elle sera marquée par la décision égyptienne de confier l'exécution du projet de pipe-line Suez-Méditerranée (Sumed) à une société américaine en compétition avec un consortium européen ; aujourd'hui, l'aménagement futur de la zone du canal de Suez promise à un essor économique certain, après la réouverture du canal, est envisagée en collaboration avec les capitaux US et la Banque (impérialiste)

Mondiale. Politiquement, elle avait déjà été annoncée par la répression en Egypte des intellectuels progressistes anti-impérialistes ; elle sera confirmée de façon éclatante par la réapparition sur la scène politique égyptienne des agents déclarés de l'impérialisme US et leur désignation à des responsabilités importantes ainsi que par le rétablissement des relations diplomatiques entre Le Caire et Washington, sans compter les déclarations de Sadate faisant l'éloge de « l'Amérique » et de son commis aux affaires étrangères, le fameux Kissinger.

Cette nouvelle orientation du pouvoir égyptien aurait été impensable sans de fermes garanties quant à ses résultats : pour ce dernier, en effet, tendre la main à l'impérialisme US était politiquement très risqué, celui-ci représentant aux yeux des masses arabes le tuteur même de l'état sioniste. Les garanties requises furent offertes par l'Arabie « saoudite », principale promotrice du tournant égyptien.

Le trône saoudite, possédant le plus gros réservoir pétrolier du monde, est le plus rentable des collaborateurs de l'impérialisme US. Or, le déclin relatif de la puissance de Washington ces dernières années, en relation avec la crise de l'économie du Dollar et l'exacerbation de la concurrence inter-impérialiste, ainsi que la crise mondiale de l'énergie et son effet réévaluateur sur le pétrole, ont rendu caduque l'époque où les états pétroliers n'étaient que des semi-colonies tout à fait dociles. Ils ont acquis, depuis lors, une position de force et la conscience de cette force qui les pousse à réviser les conditions de leur dépendance économique à l'égard de l'impérialisme et à les modifier dans un sens plus favorable à leurs intérêts particuliers qu'ils ont appris à distinguer de ceux des compagnies impérialistes. L'Algérie, puis la Lybie, avaient inauguré ce cours nouveau, profitant de la position privilégiée du pétrole méditerranéen non-affecté par la fermeture, depuis 1967, du canal de Suez (dont découlèrent des charges de fret supplémentaires pour le pétrole du Golfe) ; les états pétroliers du Golfe suivirent, ainsi que l'ensemble mondial des exportateurs de pétrole qui imposa aux compagnies du Cartel la révision des modalités du partage des revenus pétroliers ainsi qu'une participation progressive des états producteurs au capital des compagnies concessionnaires. La « guerre du pétrole » déclenchée en octobre 1973 - parallèlement à l'offensive militaire arabe - représente un pas important sur la même voie ; en ce sens, elle constitue, plutôt qu'une rupture, la continuation d'un cours inauguré dès 1970.

Le conflit arabo-israélien n'a été qu'une bonne occasion, pour les états pétroliers arabes, d'imposer une nouvelle révision des accords les liant aux compagnies impérialistes, et des termes de leurs échanges avec l'Occident ; ils faisaient ainsi d'une pierre deux coups : une excellente opération financière et un coup d'éclat politique. Politiquement, il s'agissait pour eux d'inciter l'impérialisme US à faire pression sur Israël et à amorcer l'application de la « solution pacifique » : l'Arabie « saoudite » avait commencé à œuvrer dans ce sens depuis quelques mois, exigeant des compagnies américaines exploitant son pétrole de faire écho à ses requêtes auprès de Washington. La « guerre du pétrole » est, de ce point de vue, une « pression » ambivalente : par la hausse des prix du pétrole, elle a fondamentalement profité à l'impérialisme US, accablant ses concurrents impérialistes et améliorant la compétitivité de sa propre production pétrolière ; mais l'embargo pétrolier déclencha une dynamique de hausse des prix du pétrole qui dépassa les calculs américains. C'est pourquoi Washington ne réagit à l'embargo que tardivement, après avoir dans un premier temps profité des effets

de la hausse des prix ; de même, les compagnies qui voyaient leur souveraineté fortement contestée réalisaient en même temps de fabuleux surprofits. Mais l'impérialisme s'avérera, une fois de plus, n'être qu'apprenti-sorcier : la « guerre du pétrole » a provoqué une nouvelle flambée inflationniste mondiale qui ne pourra qu'accentuer la crise du système impérialiste dans son ensemble ; de plus, les pays sous-développés producteurs de matières premières vitales pour l'industrie occidentale vont dorénavant tendre à marchander leurs exportations. Ils auront tendance, par le fait même, à assurer leur mainmise sur l'extraction de leurs ressources et, donc, à se débarasser, en ce domaine, des compagnies impérialistes. Déjà, les états arabes - et c'est là le but financier de leur guerre pétrolière - ont non seulement compensé leurs pertes dues à la dévaluation de leurs avoirs en monnaies impérialistes périlicantes, mais ont également réalisé des bénéfices supplémentaires extrêmement élevés par une hausse des prix pétroliers dépassant tous les calculs impérialistes.

Cette évolution générale des rapports entre pays impérialistes et pays arriérés, producteurs de matières premières, est tout à fait manifeste ; mais il faut se garder d'en tirer, par extrapolation, des conclusions hâtives qui peuvent entraîner de graves erreurs politiques. Il faut souligner, au contraire le fait que s'il y a une modification indéniable des rapports entre états pétroliers et états impérialistes, cette modification ne change aucunement la nature de ces rapports qui restent essentiellement des rapports de dépendance.

L'Arabie « saoudite » et les émirats du Golfe disposent d'énormes avoirs monétaires accumulés au cours des ans, ces états ne pouvant les investir chez eux soit à cause de l'exiguïté de leur territoire (émirats du Golfe), soit par désir de ne pas modifier leurs structures sociales archaïques, fondement de leur stabilité politique (Arabie « saoudite »). Jusqu'à une date récente, ces avoirs étaient placés dans les banques impérialistes à la disposition du capital financier occidental. Or, la crise du système monétaire international et la dévaluation des principales monnaies impérialistes ont lourdement pesé sur les placements arabes, d'où la volonté des états concernés de convertir leurs avoirs monétaires en or et de les placer dans l'immobilier, mais aussi de trouver des formes d'investissement plus rentables que le simple placement ; de ceci, découle la nécessité pour eux de contrôler directement l'utilisation faite de leur capital bancaire. L'orientation récente de ces investissements et placements est éminemment significative : l'Arabie « saoudite » cherche à investir une partie de ses fonds dans l'industrie pétrolière des USA - ce qui correspond pleinement aux besoins en financement de cette industrie ; d'autre part, les prêts consentis par les potentats du Golfe aux pays sous-développés, arabes ou autres, sont généralement destinés à financer des projets réalisés en coopération avec l'impérialisme dont ils dépendent, et sont agrémentés de conditions politiques tout à fait concordantes. Ainsi, il apparaît que la dépendance des états arabes concernés à l'égard de l'impérialisme US, loin d'être révolue, va en se renforçant : on assiste en fait à une intégration croissante des richesses de ces pays à l'économie impérialiste qui permettrait, à la limite, de considérer leurs classes dirigeantes comme des filiales de la bourgeoisie impérialiste (anglo-saxonne), et des filiales de plus en plus actives. C'est d'ailleurs le désir de ces classes qui, outre le fait qu'elles n'ont pas de perspectives économiques autonomes (étant incapables de promouvoir une économie industrielle en rapport avec leurs capitaux), savent pertinemment qu'elles n'ont pas de salut politique en

dehors de la protection de l'impérialisme. Par bien des aspects d'ailleurs, la pression des partenaires pétroliers de l'impérialisme US sur Washington s'intègre au jeu classique des lobbies au sein des USA (Notre analyse se restreint aux monarchies pétrolières arabes).

Le tournant d'octobre 1973 a donc marqué pour l'impérialisme américain la consécration suprême de sa contre-offensive générale dans l'Orient arabe déclenchée à la fin des années soixante. Il a non seulement récupéré des positions perdues, mais en a gagné de nouvelles dont la plus importante est, sans nul doute, l'Egypte. Le prix de ce triomphe doit être payé non par l'impérialisme US, mais par son bastion sioniste : les terres occupées par ce dernier en 1967 doivent être restituées, après avoir servi de monnaie d'échange pour l'expansion de l'influence politico-économique des USA. L'heure de la solution pacifique a sonné.

15. C'est l'ascendant des USA sur l'Etat sioniste qui a déterminé l'Egypte à leur rendre la main ; il restait aux USA à exercer cet ascendant selon le souhait des classes dirigeantes arabes pour garantir et consolider leur pénétration dans la région et la collaboration de ces dernières. Le principal obstacle sur la voie de la « solution pacifique » était, depuis 1967, le refus israélien de se retirer des territoires arabes occupés lors de la guerre de juin. Les classes dirigeantes arabes — la bourgeoisie égyptienne à leur tête — étaient prêtes à offrir toutes les concessions exigées par la résolution 242 de l'ONU, dont la reconnaissance de facto de l'Etat sioniste, la garantie de la sécurité de ses frontières (et l'établissement de zones démilitarisées) ainsi que la liberté de passage dans le canal de Suez. Le gouvernement sioniste, tout en affirmant son désir de conserver une part importante des territoires occupés en 1967, exigeait comme condition supplémentaire à tout retrait, des négociations préalables directes avec les gouvernements arabes. Cette arrogance s'accordait jusqu'en 1973 avec le cours de la politique US cherchant à marquer le plus de points dans la région par une attitude offensive tranchante. Dès lors que l'Arabie « saoudite » avait réussi à convaincre l'Egypte et, dans une moindre mesure, la Syrie de collaborer avec l'impérialisme US, ce dernier devait jouer sa plus forte carte. Ainsi, la guerre d'octobre a-t-elle vraisemblablement été entreprise par les gouvernements arabes avec des garanties américaines ; fort de son opération de prestige et des garanties US, le pouvoir égyptien pouvait enfin offrir son ultime concession : s'asseoir à la table des négociations face au pouvoir sioniste avant même le retrait de ce dernier du Sinaï.

Il est évident que le cours nouveau de la politique US au Proche-Orient ne correspond pas aux intérêts immédiats de l'Etat sioniste ; outre la perte matérielle que constitue pour lui le retrait aux frontières du 4 juin 1967, il y a là également la source d'une importante crise de l'establishment et de l'idéologie sionistes. Mais le pouvoir israélien n'a d'autre recours, en dernière instance, que de se plier aux exigences des USA, sa marge d'autonomie par rapport à ces derniers s'étant considérablement rétrécie au cours des années soixante. Il tente en conséquence de monnayer au maximum son obéissance, ce qui se traduit par un important afflux de dollars dans ses caisses. A ce propos, il importe de souligner que l'intérêt de l'Etat sioniste aux yeux de l'impérialisme US est plus que jamais élevé, contrairement à ce que d'aucuns peuvent en penser. C'est bien la victoire sioniste de 1967 qui est à l'origine du triomphe actuel des USA dans la région arabe et le pouvoir US en est pleinement conscient. D'autre part, l'ouverture de l'Egypte à l'impérialisme

américain, loin de reléguer Israël au second plan, en accroît l'importance comme chien de garde des intérêts US, seul Etat de la région à présenter une cohésion socio-politique droitiste suffisamment stable pour lui permettre de jouer le rôle de bastion militaire contre-révolutionnaire, prêt en permanence à intervenir là où les intérêts de l'impérialisme le requièrent. Le rôle contre-révolutionnaire de l'Arabie « saoudite » et surtout celui de l'Iran — dont la puissance militaire s'est considérablement accru au cours des dernières années — complètent le rôle d'Israël ; ils ne lui sont pas concurrents.

La prolongation de la durée des négociations en vue du retrait israélien profite à l'impérialisme US qui essaye de renforcer ses nouvelles positions et, surtout, de faire basculer la Syrie définitivement dans son camp. Mais un autre problème est lié au retrait israélien, celui-là même qui est à l'origine de ce qu'on appelle le conflit israélo-arabe : le problème palestinien. Aucune « solution pacifique » ne serait satisfaisante aux yeux des classes dirigeantes de la région arabe et de l'impérialisme, si elle ne comprenait un semblant de « solution » du problème palestinien. La réaction arabe, le sionisme et l'impérialisme US désirent garantir la stabilité de la région réorganisée selon leurs intérêts ; il leur est indispensable, dans ce but, d'éliminer le contentieux révolutionnaire de la question palestinienne qui constitue depuis les années trente, une des principales sources d'agitation anti-impérialiste dans la région arabe. Plusieurs projets concurrents sont aujourd'hui avancés à cette fin en relation avec la solution pacifique ; les deux variantes les plus importantes en sont le projet de l'Etat palestinien et celui de l'Etat jordano-palestinien, le premier consistant à créer un mini-Etat composé de la rive occidentale du Jourdain et du secteur de Gaza, le second prévoyant la fédération de cet Etat avec la Jordanie. Mais quelque soit la solution adoptée, il est clair qu'elle n'aurait aucune valeur sans l'approbation de représentants de la Résistance palestinienne et sans leur participation. C'est cette condition qui rend difficile l'application du projet Hussein de Royaume fédéré jordano-palestinien, dans la mesure où il serait très couteux à une quelconque tendance de la Résistance palestinienne de collaborer à nouveau avec le principal bourreau du peuple palestinien.

Par contre, l'hypothèse d'un coup d'état pseudo-progressiste en Jordanie - qui n'est pas à exclure - permettrait de résoudre ce problème. Dans les circonstances actuelles, une fraction majeure de la direction officielle de la Résistance palestinienne - dont l'ensemble de la direction historique de Fateh ainsi que celle du Front Démocratique passé, de 1969 à nos jours, « de l'extrême-gauche à l'extrême-droite » de la Résistance - proclame son adhésion au projet de l'Etat palestinien. Il s'agit là de la phase finale de la dégénérescence connue par la direction bureaucratique du Mouvement de la Résistance palestinienne qui dévoile ainsi son intention d'abandonner la lutte dont elle s'est nourrie depuis sa fondation, pour acquérir un statut d'appareil d'état et les privilèges qui en découlent d'autant plus que le mini-état se verrait submergé d'aides financières offertes par les potentats du pétrole arabe. Ce type de dégénérescence - classique entre tous - était inscrit dans la nature même de cette direction telle que décrite précédemment.

Les révolutionnaires refusent de choisir entre les différents projets de « solution » du problème palestinien aujourd'hui mis sur le tapis ; ils considèrent ces différents projets comme autant de variantes visant également à liquider la cause palestinienne et, d'abord, la lutte de libération nationale du peuple palestinien. Outre la mystification qui consiste à présenter un éventuel mini-état palestinien comme l'expression de l'auto-détermination du peuple

palestinien, il faut souligner le fait que toutes les formules proposées s'intègrent dans le cadre de la résolution de l'ONU, c'est-à-dire qu'elles sont liées, non seulement à des concessions capitulaires d'ordre général, mais aussi - très précisément - à l'arrêt total de la lutte armée palestinienne sans lequel la garantie de la sécurité des frontières israéliennes n'aurait aucune signification. Or, la lutte armée du peuple palestinien étant l'expression fondamentale de sa lutte pour son auto-détermination, il devient clair que les formules liquidationnistes présentées sont, en dernière analyse, autant de consécutions de la violation historique des droits du peuple palestinien. Dans le cadre de leur revendication transitoire du retrait total et inconditionnel de l'armée sioniste des territoires occupés en juin 1967, les révolutionnaires posent le problème d'un pouvoir « palestinien » ou « jordano-palestinien » - comme pouvoir national révolutionnaire, ouvrier et paysan - en relation avec la lutte révolutionnaire contre le sionisme, l'impérialisme et les classes dirigeantes arabes, pour la destruction de l'état sioniste ; ils défendent inconditionnellement le droit du peuple palestinien - comme celui de tout peuple opprimé - à la lutte armée contre ses oppresseurs, et considèrent que cette lutte est non seulement le droit, mais aussi le devoir des révolutionnaires palestiniens.

16 ● Le refus des différentes formules liquidationnistes d'un point de vue radicalement anti-sioniste et anti-impérialiste est aujourd'hui partagé par de larges courants au sein de la base du Mouvement de la Résistance palestinienne et parmi les différents groupements du peuple palestinien dont, en premier lieu, les habitants des camps de réfugiés. C'est au sein de la population de la rive occidentale du Jourdain que les tendances contestataires révolutionnaires sont les plus faibles à cause de l'action combinée de la répression sioniste, de la mystification stalino-nationaliste et du statut particulier de cette population qui voit dans le projet d'état palestinien, avant tout, le moyen de se débarrasser de l'oppression sioniste et de son pendant hachémite (qu'elle a connu avant 1967), et qui est en partie moins directement intéressée par la libération de l'ensemble du territoire palestinien que ne le sont les autres groupements du peuple palestinien.

Par contre, au sein des camps de réfugiés - terrain privilégié de la Résistance palestinienne - les adversaires du conciliationnisme opportuniste représentent un large courant de masse. Ce courant est essentiellement composé de tendances de base et de cadres intermédiaires de la Résistance ; si quelques cadres dirigeants participent aux tendances anti-liquidationnistes, la majorité des dirigeants officiels de la Résistance palestinienne sont, à des degrés divers, prêts à collaborer au règlement en cours. Il faut dissiper toute illusion à l'égard des directions qui se joignent au courant contestataire pour des raisons opportunistes de contrôle de la base de leurs organisations, et en liaison avec les régimes pratiquant une surenchère nationaliste démagogique à bon marché, tel que le régime baassiste irabien. Ces directions n'hésiteront pas à tourner casaque dès qu'elles y verront leur intérêt ; elles compromettent politiquement le courant contestataire dans son ensemble.

Cependant, la faiblesse principale de ce dernier réside dans son inorganisation et sa fragilité politique. Face à des directions officielles droitistes disposant d'un appareil fortement centralisé, les révolutionnaires anti-impérialistes de la Résistance palestinienne manquent totalement de centralisation ; tout au plus existe-t-il une coordination entre certaines de leurs tendances. D'autre part, leur refus des projets liquidationnistes prolonge le

spontanisme maximaliste originel de la Résistance, au lieu de la dépasser. En outre, les menées répressives de la direction officielle du Mouvement en collaboration avec les régimes arabes ne manquent pas d'influer sur une partie des contestataires qui tente de justifier son silence et sa lâcheté par des arguments nationalistes, invoquant son désir de préserver « l'unité nationale » de la Résistance palestinienne.

Tout ceci met en lumière la nécessité impérieuse et l'urgence de la construction d'une direction révolutionnaire aussi bien à l'échelle palestinienne qu'à l'échelle arabe. En effet, les conditions objectives favorables à la réalisation d'une telle tâche n'existent pas seulement parmi les masses des réfugiés palestiniens, mais bien dans toute la région arabe. La campagne mystificatrice orchestrée par les régimes arabes depuis octobre 1973 épuise rapidement ses effets ; de plus en plus, les masses populaires arabes s'aperçoivent du fait que le règlement en cours n'est autre que la capitulation des gouvernements arabes face au sionisme ; elles ne peuvent que constater le retour en force de l'impérialisme américain - ennemi numéro un des peuples du monde - dans la région arabe. Par ailleurs, la libéralisation économique en Egypte et en Syrie, principaux bastions du sentiment anti-impérialiste des masses arabes, ainsi que l'intégration croissante de la région arabe au marché impérialiste mondial et l'afflux de capitaux qu'elle connaît en relation avec la « guerre du pétrole », impulsent l'inflation monétaire dans les pays arabes et y accroissent la tension sociale par la hausse des prix qui en résulte.

Au sein même de l'état d'Israël, la crise sociale va en s'approfondissant doublement déterminée par la crise inflationniste de l'économie israélienne et la crise politico-idéologique du sionisme dont l'arrogance a reçu une violente gifle. Cette crise a d'abord provoqué une polarisation politique entre la droite extrémiste et les « modérés » ; elle s'accompagne, de plus en plus d'un essor des luttes sociales qui renforce l'opposition au gouvernement. Dans la mesure où ces luttes croîtront et acquerront une dynamique politique anti-gouvernementale et objectivement anti-capitaliste, le pouvoir sioniste se verra obligé de les réprimer violemment dévoilant ainsi sa véritable nature aux yeux des masses juives elles-mêmes. Par ailleurs, les concessions sionistes aux états arabes dictées par Washington démontrent clairement que l'état sioniste est avant tout un bastion militaire de l'impérialisme US servant les intérêts de ce dernier au prix de milliers de vies humaines arabes et juives. Les révolutionnaires antisionistes au sein d'Israël ont ainsi l'occasion, plus que jamais, d'expliquer aux masses le fait que la sécurité de l'état sioniste, loin de se confondre avec celle de ses habitants, est en réalité fondée sur leur insécurité permanente et le sacrifice des travailleurs juifs. L'intérêt véritable de ces derniers est de se joindre à la lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste (donc anti-sioniste) des masses laborieuses arabes ; il ne peut y avoir de conscience de classe politique des travailleurs juifs que directement anti-sioniste.

Le mouvement étudiant est aujourd'hui à la pointe des luttes dans toute la région arabe, comme ce fut le cas ailleurs dans le monde. Du Maroc au golfe arabo-iranien, en passant par l'Egypte, la Syrie et le Liban, la jeunesse scolarisée est en pleine fermentation politique, affrontant la répression des régimes établis. Les masses laborieuses, quant à elles, outre certaines luttes sectorielles et partielles, n'ont pas encore mené de luttes d'ensemble ; elles ne tarderont pas à se mettre en branle, comme l'indique déjà la recrudescence des luttes nationales et sociales au Liban, le plus influençable des pays

arabes par la crise du système capitaliste mondial.

La révolution arabe a plus que jamais besoin d'une direction à la hauteur de ses tâches. Seule une direction prolétarienne peut remplir cette condition ; sa construction est, pour les révolutionnaires de la région arabe, l'objectif principal. Elle exige, au préalable, un bilan d'ensemble des courants politiques anticapitaliste de la région arabe.

IV. La construction de la direction révolutionnaire arabe

17. Le courant nationaliste arabe dans ses expressions bourgeoises et petites-bourgeoises, n'a pas réussi à produire une direction consistante et historiquement stable de la révolution arabe. L'immense prestige personnel de Nasser ne pouvait seul suffire à diriger les masses de la nation arabe ; ce prestige a d'ailleurs été violemment contesté depuis son apogée en 1958, des rivaux lui sont apparus sur le même terrain nationaliste. La seule organisation d'obédience nassérienne à l'échelle arabe fut le Mouvement des nationalistes arabes dont le sort est suffisamment éloquent : la radicalisation du Mouvement dans les années 60, sous l'effet de la poussée à gauche du régime nassérien en Egypte, aboutit après juin 67 à ce qu'une fraction majoritaire de ce mouvement anti-marxiste, à l'origine, répudia son allégeance nassérienne pour évoluer vers le marxisme. Si le nassérisme a eu son prophète, il n'a pas laissé de Coran (une idéologie cohérente) et ne put avoir de califat, comme le montre l'évolution de l'Egypte après la mort de Nasser en 1970.

Le mouvement baassiste, bien qu'issu d'un parti, contrairement au nassérisme issu d'un régime, présenta encore moins de cohésion. L'idéologie nationaliste anti-impérialiste du parti Baas, son socialisme nébuleux, pouvaient lui attirer des partisans dans diverses couches sociales, d'autant plus que le mouvement stalinien arabe avait déserté le terrain des luttes nationales. Tant que le Baas était parti d'opposition, il pouvait conserver son unité ; mais une fois confronté aux problèmes concrets du pouvoir, la diversité de sa composition sociale devait aboutir inéluctablement à des scissions. La plus importante fut celle qui, à partir de 1963 opposa la fraction traditionnelle du parti, regroupée autour des fondateurs et chefs historiques du Baas, à une tendance jeune et radicalisée, influencée par la poussée à gauche du régime nassérien. La première tendance continuait sur la lancée du Baas dans ses premières années de participation au pouvoir en Syrie : tendance droitrière, au service de la bourgeoisie, elle s'opposait à toute mesure anti-bourgeoise au nom de la primauté du nationalisme sur le socialisme, mais pactisa aussi avec l'impérialisme comme le montrèrent ses rapports avec l'Irak Petroleum Company en 1963.

Cette tendance s'est surtout distinguée par son anti-communisme : elle participa à la répression des communistes en Syrie, lors de l'union syro-égyptienne de 1958, mena la campagne d'extermination des communistes en Irak (1963) et organisa, dans ce même pays, le coup d'état réactionnaire de 1968 qui se chargea de liquider à nouveau les communistes et surtout la fraction de gauche du parti communiste irakien, attirée par la lutte armée. Discredité par son attitude de soutien objectif à Hussein lors des massacres de Septembre 1970 en Jordanie, le pouvoir baassiste irakien essaya de restaurer sa façade nationaliste par la nationalisation (avec indemnisation) d'une partie des concessions de l'IPC en juin 1972, mesure qui ne gêna en rien l'impérialisme étant contrebalancée par l'augmentation de la production pétrolière des concessions maintenues (Basrah Petroleum Company) qui sont d'ailleurs plus rentables.

Depuis, profitant de la « guerre du pétrole » déclenchée par les états arabes en octobre 1973, le régime irakien a étendu la nationalisation à toute la production pétrolière de l'Irak, mais en laissant intacte la part de l'impérialisme français. L'orientation de ces nationalisations révèle la nature de la dictature baassiste, représentatrice des intérêts de la bourgeoisie irakienne : elle cherche à accroître au maximum ses profits particuliers profitant de la modification du rapport de forces entre les producteurs de pétrole et l'impérialisme mondial ; elle vise, en outre, à accroître ses relations économiques avec les impérialismes européens (français, surtout) et japonais, étant historiquement en mauvais termes avec l'impérialisme US (le 30 juillet 1968, la fraction pro-américaine des putschistes du 17 juillet avait été éliminée du pouvoir).

Sur le front kurde, le pouvoir baassiste avait conclu en 1970 une trêve avec la direction semi-féodale-bourgeoise du mouvement national kurde ; il put ainsi avoir les mains libres face au mouvement ouvrier. Aujourd'hui, cette trêve a expiré, le pouvoir devant accorder aux kurdes l'autonomie promise. Or, il est évident que la dictature nationaliste bourgeoise du Baas ne saurait résoudre démocratiquement la question kurde ; la guerre est, dès lors, inéluctable, quel que soit son délai.

L'autre tendance du parti Baas regroupait diverses couches petites-bourgeoises et même une fraction prolétarienne ; s'étant emparée exclusivement du pouvoir en Syrie - à la suite de l'éviction de la tendance nationaliste droitrière du Baas en 1966 - elle prit une série de mesures radicales contre la grande bourgeoisie syrienne et inaugura une politique anti-impérialiste offensive. Mais au sein de cette même tendance, des divergences de nature sociale apparurent, les milices ouvrières, bien que soutenant le régime, furent dissoutes, et l'équipe petite-bourgeoise de gauche fut renversée à son tour en 1970 par la droite, s'appuyant sur l'appareil d'état, qui entreprit de restaurer les intérêts bourgeois. L'échec de la tendance gauche du Baas démontre clairement que seule la dictature du prolétariat, brisant l'état bourgeois, peut entreprendre la construction d'une société libérée irréversiblement de la bourgeoisie et de l'impérialisme ; déjà la défaite de cette tendance en juin 1967 avait montré les limites d'un anti-impérialisme ne s'appuyant pas sur la mobilisation des masses laborieuses. Il y a là une illustration de plus des enseignements du trotskysme, de la révolution permanente.

18). Le rôle dirigeant joué par des équipes bourgeoises et petite-bourgeoises dans les luttes nationales anti-impérialistes des masses arabes, la radicalisation de fractions entières du mouvement nationaliste et leur évolution vers l'adoption d'un « marxisme » confus tout en demeurant dans le cadre nationaliste sont des phénomènes qui seraient parfaitement compréhensibles en l'absence de partis ouvriers communistes. Or, le fait est que les partis communistes sont parmi les plus anciennes organisations politiques de la région arabe, bien antérieurs au Baas et au nassérisme. Ce paradoxe s'explique par la carence totale de ces partis dans le domaine des luttes nationales.

Formés en pleine période stalinienne, les PC arabes furent toujours étroitement soumis à la diplomatie du Kremlin : ils payèrent cher le prix de cette servilité qui leur valut parfois des défections en masse et des périodes d'isolement politique total. Ainsi dès le tournant du Kominterne en 1935, et plus particulièrement pendant la deuxième guerre mondiale, la politique d'alliance avec les « démocraties » occidentales suivie par la bureaucratie de

l'URSS eut pour corollaire dans la région arabe l'abandon par les communistes des luttes pour l'indépendance dirigées contre les alliés impérialistes du Kremlin. En 1948, à la suite de Moscou, les partis communistes firent une révision déchirante de leur attitude anti-sioniste et approuvèrent tous la création de l'Etat d'Israël, dénonçant la riposte arabe qu'elle suscita. Cette position annula tout le prestige que la victoire de l'URSS sur le nazisme avait apporté au mouvement communiste arabe. Pour la défendre, les théoriciens staliniens arabes développèrent une série de thèmes ultra-sectaires sur la question nationale qui marquèrent fortement les partis communistes. Ce sectarisme atteint des dimensions nettement réactionnaires dans le cas des sections maghrébines du parti communistes français qui condamnèrent à plusieurs reprises les mouvements de libération nationale dans leur région, comme le fit le parti communiste algérien à l'égard de la lutte armée pour l'indépendance en 1954.

L'incompréhension sectaire de la question nationale désarma les partis communistes arabes, et surtout le parti communiste syrien, dans leur opposition à l'union syro-égyptienne de 1958, en partie dirigée contre eux. Au lieu de situer sa lutte démocratique dans le cadre de l'Union, le PC syrien s'opposa à l'union en tant que telle, ce qui l'isola complètement des masses syriennes et facilita la répression qui s'abattit sur lui. De même, le parti communiste irakien, en s'opposant à l'union pour soutenir le général Kassem, perdit considérablement de son influence au profit des nationalistes. Dans toutes ces positions, le mouvement stalinien arabe se plaçait à l'antipode du mouvement nationaliste, dénigrant les aspirations nationales des masses arabes au nom d'une soi-disant attitude de classe qui, en fait, ignorait totalement le potentiel révolutionnaire du problème de l'unité arabe. De plus, les staliniens n'ont jamais fait preuve d'attitude de classe face aux régimes bourgeois arabes, définissant leurs positions non pas en fonction de la nature de classe des régimes mais en fonction des relations de chacun d'entre eux avec l'URSS.

L'exemple de l'Irak est le plus instructif à cet égard : le parti communiste irakien mobilise ses partisans en soutien au régime bonapartiste bourgeois de Kassem, issu du coup d'état de 1958. Au lieu d'orienter les masses des travailleurs vers la prise du pouvoir pendant la situation révolutionnaire que connut l'Irak en 1959, le parti communiste fit son possible pour détourner la mobilisation populaire vers l'appui au bonaparte. La récompense de cette servilité, outre le début de répression anti-communiste sous Kassem, fut le coup d'état réactionnaire de 1963 qui fit des milliers de victimes parmi les communistes, deux ans avant la tragédie indonésienne. En 1964, ignorant cette leçon évidente, les staliniens d'Egypte dissolvaient leur organisation pour s'intégrer à l'Union socialiste arabe, paravent politique de la dictature bonapartiste de Nasser. En 1969 les communistes soudanais proclamaient leur appui au coup d'état de Nimeiry qui devait assassiner leurs principaux dirigeants deux ans plus tard. Ainsi, au cours des quinze dernières années, les partis communistes arabes ont souligné plusieurs fois du sang de leurs martyrs les enseignements du marxisme révolutionnaire sur la nécessité de la défiance de classe vis à vis de tout pouvoir bourgeois, du maintien de l'autonomie du prolétariat, et de son armement. Ces enseignements, l'avant-garde prolétarienne arabe les assimilera ; les partis staliniens jamais ! Aujourd'hui même, ils participent au gouvernement de restauration bourgeoise en Syrie ainsi qu'à celui de la dictature baassiste en Irak ; ils s'apprêtent, en Algérie, à dissoudre leur organisation dans le F.L.N. de la dictature

bureaucratique bourgeoise de Boumédienne.

Le bilan du mouvement stalinien arabe est celui d'une faillite totale ; depuis 1967, quatre des partis communistes arabes les plus importants ont connu des scissions ; ceux d'Irak, du Soudan, de Jordanie et de Syrie. Cette crise du stalinisme arabe est partie intégrante de la crise du stalinisme mondial. L'échec de la politique arabe de l'URSS - tel qu'il apparaît dans la détérioration de ses rapports avec l'Egypte, ex-allié privilégié - ne pourra qu'aggraver cette crise.

19). La radicalisation en cours dans la région arabe, dans les années soixante, fut considérablement accélérée par Juin 1967. Sous l'effet de la défaite des armées arabes, de larges fractions de la jeunesse — et particulièrement au sein de la base petite-bourgeoise du mouvement nationaliste — désabusées en ce qui concerne les régimes arabes dits « progressistes », évoluèrent vers les thèses marxistes révolutionnaires. L'anti-impérialisme bourgeois et petit-bourgeois avaient lamentablement échoué ; d'autre part, la révolution vietnamienne montrait que seule la voie prolétarienne pouvait combattre efficacement l'impérialisme. Inspirées par ces exemples, des tendances se réclamant du marxisme-léninisme se constituèrent au sein des sections palestiniennes, libanaises, nord et sud-yéménites du Mouvement des nationalistes arabes, et ne tardèrent pas à rompre avec les tendances droitières. Mais la « marxisation » de ces tendances fut fortement marquée par son caractère spontané : refusant le mouvement stalinien, elles ne surent élaborer une stratégie révolutionnaire cohérente à opposer au stalinisme et fondèrent leurs slogans généraux sur un éclectisme théorique superficiel. Les organisations petites-bourgeoises radicalisées créées sur cette base eurent un comportement politique de type centriste, oscillant au gré des circonstances entre un réformisme proche du stalinisme et des positions ultra-gauches. En outre, sous l'influence du modèle stalinien, ces organisations se départirent de la conception du parti inter-arabe appliquée par le mouvement dont elles sont issues, pour se contenter de la simple solidarité entre groupes régionaux indépendants.

Tant que la Résistance palestinienne était dans sa phase de montée, les groupes du Proche-Orient se situaient en général sur une ligne révolutionnaire ; mais avec la chute de la Résistance, depuis 1970, ils dégénérent pour se situer sur des positions opportunistes droitières. Quant à la branche sud-yéménite du Mouvement des nationalistes arabes, le Front national de Libération du Sud-Yemen, sa fraction de gauche — au pouvoir depuis 1969 à la suite de l'éviction de la fraction droitière — a exécuté une série de mesures radicales anti-impérialistes et anti-bourgeoises, déclenchant un processus de révolution permanente ; mais cette direction a amorcé récemment un tournant droitier, sous la pression de l'impérialisme et des bureaucraties de Moscou et de Pékin, en acceptant l'accord de fusion avec le Nord-Yemen, au régime réactionnaire semi-féodal et soumis à l'impérialisme. Cet accord est resté, depuis, lettre morte ; mais la stagnation politique du régime au Sud-Yemen laisse présager un affermissement de son tournant politique à droite qui toutefois, ne s'est pas encore traduit au niveau socio-économique. Le Front populaire de Libération du Golfe arabique mène depuis quelques années une lutte héroïque contre le sultanat fantôme d'Oman et l'impérialisme britannique, mais il n'a toujours pas réussi à étendre la guérilla à d'autres régions du golfe. Il est d'ailleurs évident que toute lutte qui se cantonne dans le Golfe Arabique ne peut espérer le libérer par ses propres for-

ces, toute la population (bien réduite) ne suffisant pas à elle seule à chasser l'impérialisme de cette région du monde dont il tire le plus de profits. Il s'agit là d'une tâche que la révolution arabe globale aura à réaliser.

Parmi les nouvelles avant-garde apparues dans la région arabe, il faut également signaler la « Direction centrale » du parti communiste irakien et l'Organisation socialiste israélienne (Matzpen). Au lendemain de la scission du parti communiste irakien, sa fraction de gauche fut attirée par l'expérience foquiste en cours dans le sud de l'Irak ; mais la répression féroce qui s'abattit sur elle, à la suite du coup d'Etat baasiste de juillet 1968, la démantela complètement. Depuis, les groupements s'exprimant au nom de la « Direction générale » à l'extérieur de l'Irak ont glissé vers de positions de type ultra-maoïste à l'égard de l'URSS tout en conservant la stratégie stalinienne de la révolution par étapes.

L'organisation socialiste israélienne (Matzpen) fut, au cours des années soixante, un regroupement quasi-frontal de tendances révolutionnaires anti-sionistes refusant l'adaptation du parti communiste israélien au sionisme qui caractérise à des degrés différents ses deux fractions (Maki et Rakah). Sous l'impulsion de certains de ses membres, affiliés à la IV^e Internationale et transmettant l'héritage du groupe trotskyste constitué en Palestine dans les années trente et disloqué après 1948, « Matzpen » adopta une série de positions révolutionnaires avancées.

Après juin 1967, l'Organisation connut le sort de la gauche arabe et mondiale en augmentant notablement ses effectifs et son poids politique ; mais le reflux relatif du mouvement révolutionnaire arabe à partir de 1970 eut des incidences en son sein. Une série de scissions aboutit à l'éclatement du groupement initial en ses différentes tendances : spontanéistes diverses, lambertiste et trotskyste. Matzpen-marxiste (groupe sympathisant de la IV^e Internationale) est aujourd'hui la seule organisation à avancer une compréhension dialectique du lien entre révolution arabe et lutte de classes au sein d'Israël ainsi que le corollaire léniniste d'une telle conception : la nécessité de construire un parti prolétarien révolutionnaire à l'échelle de la région arabe, tâche que les trotskystes d'Israël assument avec l'ensemble des trotskystes arabes.

20). Dans plusieurs pays arabes, des groupes et noyaux trotskystes — parfois embryonnaires — sont aujourd'hui en formation. Il s'agit là d'un progrès important de la IV^e Internationale dans une région où jusqu'ici elle n'avait presque aucune implantation. Les militants trotskystes de la région arabe — dont ceux d'Israël — agissent en vue de la fondation de la section arabe de la IV^e Internationale.

Leur lutte pour la construction d'un parti communiste révolutionnaire pour toute la nation arabe part de l'analyse qu'ils font de la question nationale arabe et de l'interaction des luttes révolutionnaires à l'échelle de toute la région arabe.

L'interaction des luttes révolutionnaires dans les grands ensembles ethno-géographiques du monde est un phénomène particulier évident à notre époque : l'extraordinaire développement des moyens de communications et d'échange depuis la deuxième guerre mondiale, parallèlement à l'intégration impérialiste croissante des économies du monde entier ont considérablement changé les conditions de lutte par rapport au début du siècle. Cette évolution va dans le sens du renforcement de la centralisation internationale des luttes révolutionnaires — de la conception léniniste de l'Internationale — et aussi,

de la coordination des luttes au niveau des grandes régions du globe, (Europe occidentale, Amérique latine, Sub-continent indien, sud-est asiatique, etc...) comme l'illustrent les expériences de l'OLAS et du Front révolutionnaire indochinois. L'impérialisme et les bourgeoisies mondiales sont d'ailleurs en avance sur les révolutionnaires dans ce domaine ayant déjà leurs organismes de coordination régionale militaire, politique ou économique selon les cas (C.E.É., O.E.A., OTASE, etc.)

Dans la région arabe, le facteur national — et surtout la langue — crée une interdépendance étroite des pays arabes qui s'est manifestée, depuis le milieu de ce siècle, par la création de la Ligue arabe et qu'expriment les conférences au sommet des chefs d'Etats arabes ainsi que les divers organismes de coordination inter-arabe dans différents domaines, sans compter les tentatives d'unité arabe. Cette interdépendance ne peut que se répercuter au niveau des luttes révolutionnaires qui affrontent déjà et affronteront de plus en plus dans l'avenir la répression commune des classes dirigeantes arabes.

En plus de l'interaction étroite effective de la situation des pays arabes, la place centrale de la tâche de l'unification nationale dans le programme de la révolution arabe fait que la seule coordination des luttes révolutionnaires ne suffit pas à l'échelle arabe mais doit être complétée par l'unité du programme découlant de la communauté des problèmes essentiels, l'unité des positions politiques à l'égard des événements marquants ainsi que par une unité d'action sur les thèmes communs de lutte. Les organisations nationalistes petite-bourgeoises arabes ont déjà compris la nécessité de cette unité.

Il faut une centralisation des luttes révolutionnaires arabes. Seul un parti prolétarien peut réaliser durablement cette centralisation à l'échelle arabe, représentant la seule classe aux intérêts non-concurrentiels parmi les classes sociales des pays arabes. Seul le mouvement trotskyste, héritier du programme bolchévique et unique représentant des intérêts historiques de l'ensemble du prolétariat mondial, peut réaliser cette centralisation prolétarienne des luttes révolutionnaires à l'échelle arabe. Les spontanéistes et les centristes en sont incapables, ne disposant d'aucun programme cohérent ; les stalinien le refusent, tributaires de l'intérêt des bourgeoisies de leurs pays et pour ne pas contrer ces dernières.

Les militants trotskystes de la région arabe prennent sur eux de construire le parti communiste révolutionnaire dirigeant du prolétariat arabe et seul capable de prendre la tête de la nation opprimée et divisée vers la réalisation des tâches fondamentales de la révolution arabe et sa fusion avec la révolution mondiale dans le cadre de la IV^e Internationale.

*les organisations affiliées
à la Quatrième Internationale
dans la région arabe.*

Dans un éditorial de la revue *Quatrième Internationale* de novembre 1947, la position des militants de la Quatrième Internationale s'établissait clairement, elle peut dater quelque vingt-trois années après, le cours de l'histoire ayant transformé la réalité locale et internationale, on la considérera dans le contexte du moment.

Le partage de la Palestine et le renversement éclair des positions sionistes — y compris de celles de la plupart des extrémistes — face à l'impérialisme britannique, ont porté un coup mortel à toutes les théories impressionnistes qui s'évanouirent à la lueur des bombes de l'Irgoun. La solidarité fondamentale du mouvement sioniste, de la Haganah, et même de l'Irgoun, avec l'impérialisme contre les masses arabes, s'est manifestée de la façon la plus éclatante. Tout le crime du sionisme apparaît clairement en ceci que, grâce à sa fonction réactionnaire, les premiers mouvements des masses arabes en faveur d'une Palestine unie et indépendante se retournent contre la population juive et non contre l'impérialisme. Les dirigeants féodaux les plus réactionnaires du Comité arabe pour la Palestine auront ainsi l'occasion de redorer leur blason en versant le sang des malheureux juifs, victimes de l'aveuglement sioniste.

Les dirigeants sionistes de par le monde virent l'établissement de l'Etat-miniature comme une grande victoire. Quelle misérable aberration ! La trappe que la Palestine a constitué pour les juifs, d'après les paroles de Trotsky, vient tout simplement de se refermer aujourd'hui. Sans un renversement radical de la situation mondiale et de la tendance sioniste du mouvement ouvrier juif en Palestine, l'extermination complète des juifs sera le prix payé par les juifs pour la triste victoire remportée à Lake Success³. Et, ironie amère de l'histoire, l'établissement d'un Etat indépendant juif qui d'après les profonds théoriciens sionistes, devait miner définitivement l'antisémitisme dans le monde, a été le début d'une farouche explosion pogromiste à Aden et d'une nouvelle montée antisémite dans le monde entier.

La position de la IV^e Internationale face au problème palestinien reste claire et nette comme auparavant. Elle sera à l'avant-garde de la lutte contre le partage, pour une Palestine unie et indépendante dans lesquelles les masses détermineront souverainement leur sort par l'élection d'une Assemblée Constituante. Contre les effendis et les agents impérialistes, contre les manœuvres de la bourgeoisie égyptienne et syrienne qui s'efforce de détourner la lutte émancipatrice des masses en une lutte contre les juifs, elle lancera des appels à la révolution agraire, à la lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste, moteurs essentiels de la révolution arabe. Mais elle ne pourra mener cette lutte avec des chances de succès qu'à condition de prendre position, sans équivoque, contre le partage du pays et contre l'établissement de l'Etat juif.

Plus que jamais, il est en même temps nécessaire d'appeler les prolétariats américains, anglais, canadien, australien, les prolétariats de tous les pays à lutter pour l'ouverture des portes de leur pays, sans discrimination aucune, aux réfugiés, aux personnes déportées (D.P.), à tous les juifs qui veulent émigrer. C'est seulement à la condition de mener cette lutte effectivement et avec succès qu'on pourra expliquer aux juifs les raisons pour lesquelles ils ne doivent pas se rendre en territoire palestinien. La terrible expérience qui attend les masses juives dans « l'Etat miniature », créera en même temps les prémices pour une rupture de couches plus larges avec le sionisme criminel. Si cette rupture ne se fait pas à temps, « l'Etat juif » sombrera dans le sang. »

3. Pendant la guerre de 1948 qui vit s'affronter les armées arabes et sioniste après la décision de l'O.N.U. de diviser la Palestine.

imprecor

correspondance de presse internationale

la récession
et les
perspectives
de
l'économie
capitaliste
internationale

limetrad, n 27/28, 5 juin 1975

60fb, 61E, 61S